

Ministre des Outre-mer depuis octobre 2025, Naïma Moutchou défend une vision résolument stratégique de ces territoires, trop longtemps réduits à leur seule dimension sociale. Ancienne vice-présidente de l'Assemblée nationale (2022-2025) et membre du parti Horizons d'Édouard Philippe, elle pose ici les bases d'un changement de regard attendu: **les Outre-mer ne sont plus des territoires à soutenir, mais des territoires où investir.** Entre souveraineté maritime, transition énergétique, ancrage régional et réforme du modèle économique ultramarin, la ministre porte une conviction forte: la prochaine frontière économique française se jouera d'abord aux Antilles, dans l'océan Indien et dans le Pacifique.

Naïma Moutchou,

ministre des Outre-mer

36

« Les Outre-mer donnent à la France une profondeur stratégique exceptionnelle »

Quelle place les Outre-mer occupent-ils dans la stratégie économique française ?

Pendant longtemps, les Outre-mer ont été regardés comme des territoires à soutenir. Avec le Premier ministre, nous sommes convaincus qu'il faut les considérer comme des territoires où investir. C'est un changement de regard majeur et même une nécessité stratégique.

Lorsque l'on se penche sur une carte du monde, on comprend immédiatement que les Outre-mer ne sont pas à la périphérie de la France. Ils sont ce qui lui permet d'être présente dans l'Atlantique, l'océan Indien, le Pacifique et la Caraïbe. À l'heure où les grands équilibres mondiaux se redessinent, cet ancrage est un atout considérable.

Ces derniers mois, j'ai longuement parcouru ces territoires. À chaque déplacement, je vois

des entrepreneurs qui innovent, des collectivités qui portent des projets ambitieux, des filières qui se structurent. Les Outre-mer ne manquent ni de talents ni d'idées. Ils ont besoin de visibilité, de stabilité et d'investissements pour révéler pleinement leur potentiel.

Au XXI^e siècle, la souveraineté se joue autant sur les routes maritimes, les câbles sous-marins, les minerais critiques, les capacités énergétiques ou le spatial que sur les frontières terrestres. Dans chacun de ces domaines, les Outre-mer donnent à la France une profondeur stratégique exceptionnelle.

Mais cette ambition n'a de sens que si elle bénéficie d'abord à celles et ceux qui vivent dans ces territoires. Les Outre-mer ne doivent pas être seulement une chance pour la France; ils doivent être une chance pour leurs habitants. Créer davantage d'emplois, faire émerger des

entreprises plus fortes, offrir des perspectives à la jeunesse, permettre aux talents de réussir sans être contraints de partir: c'est aussi cela, la souveraineté.

C'est pourquoi je défends une conviction simple: investir dans les Outre-mer, ce n'est pas seulement faire un choix de puissance pour la France. C'est aussi faire le choix d'un développement plus durable et plus prospère pour les femmes et les hommes qui y vivent.



Quels sont précisément les secteurs d'avenir que vous identifiez ?

Les Outre-mer concentrent des actifs stratégiques que beaucoup de pays cherchent aujourd'hui à développer. Je parle du nickel stratégique en Nouvelle-Calédonie, du spatial en Guyane, des Antilles qui peuvent devenir un véritable hub économique et logistique au cœur de la Caraïbe, d'une biodiversité parmi les plus riches du monde comme en Polynésie française, d'agriculture tropicale, de souveraineté énergétique, de connectivité, de sécurité maritime et d'innovation climatique. Bref, on parle de secteurs qui sont au cœur des équilibres économiques d'aujourd'hui et de demain.

Il faut sortir d'une vision qui enferme les Outre-mer dans leurs contraintes. Ils sont aussi des laboratoires d'innovation, des portes d'entrée vers leurs bassins régionaux et des territoires où s'inventent déjà des solutions aux grands défis climatiques, énergétiques et technologiques.

Comme je le dis souvent, les Outre-mer ne sont pas seulement aux avant-postes de la France: ils sont aussi aux avant-postes des grandes transformations économiques du monde.

Et pourtant, le modèle économique ultramarin peine parfois à se transformer.

Où se situent les blocages ?

Le modèle économique ultramarin reste encore marqué par des équilibres hérités d'une autre époque. Pendant des décennies, la dépense publique a joué un rôle essentiel pour accompagner le développement de ces territoires et amortir les crises. C'était nécessaire. Mais aujourd'hui, nous devons ouvrir un nouveau chapitre.

La véritable question est désormais celle-ci: comment produire davantage de richesse dans les territoires eux-mêmes? Comment faire grandir des entreprises, faire émerger davantage d'ETI, attirer des capitaux privés et permettre aux entrepreneurs de changer d'échelle? C'est à cette condition que nous créerons des emplois durables et que nous offrirons davantage de perspectives aux jeunes.

Depuis que je suis ministre, j'entends toujours les mêmes attentes de la part des chefs d'entreprise: des règles plus lisibles, des procédures plus simples, des financements plus accessibles et des décisions plus rapides. Ils ne demandent pas que l'on fasse les choses à leur place; ils demandent qu'on leur permette d'entreprendre dans de bonnes conditions.

37



38

C'est pourquoi je suis convaincue que les Outre-mer doivent désormais être pensés comme des territoires de production, d'innovation et d'investissement. L'argent public continuera naturellement à jouer son rôle, mais il ne suffira jamais, à lui seul, à transformer durablement ces économies. Nous devons créer un environnement qui donne envie d'investir, de produire et de créer de la valeur sur place.

Au fond, l'ambition est simple: que davantage de richesse soit créée dans les Outre-mer, au bénéfice de celles et ceux qui y vivent. C'est cette conviction qui guide l'action que je mène à la tête de ce ministère de souveraineté.

Quel rôle l'État doit-il jouer dans cette transformation ?

Je me méfie d'une opposition qui reviendrait à choisir entre un État omniprésent et un marché qui réglerait tout. La réalité est plus exigeante que cela.

L'État doit intervenir là où il est irremplaçable: fixer une stratégie, investir dans les infrastructures, garantir la sécurité, accompagner les grandes transitions et donner de la visibilité. En revanche, il ne créera jamais seul la croissance. Ce sont les entrepreneurs, les salariés, les investisseurs et les collectivités qui créent la richesse.

C'est pourquoi je crois profondément au partenariat entre la puissance publique et les acteurs économiques. Quand je rencontre des chefs d'entreprise dans les Outre-mer, je ne leur demande pas ce que l'État peut faire à leur place. Je leur demande ce qui les empêche d'aller plus vite, d'embaucher davantage ou d'investir davantage. C'est à partir de cette réalité que l'action publique doit se construire.

Ma responsabilité est de faire en sorte que l'État soit un accélérateur et non un frein. Qu'il rende possibles des projets qui, sans lui, n'auraient pas vu le jour. C'est cette conception très concrète de l'action publique qui fera avancer les territoires.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le concept Choose Outre-mer que vous portez ?

Absolument. *Choose Outre-mer* est l'une des initiatives auxquelles je tiens le plus, parce qu'elle traduit très concrètement le changement de regard que je veux porter sur les Outre-mer. Mon ambition est d'en faire le grand rendez-vous économique de référence consacré aux Outre-mer, en France et, à terme, bien au-delà.

Je réunirai des entrepreneurs, des investisseurs, des dirigeants de grands groupes, des banques, des fonds d'investissement, des collectivités et des acteurs publics autour d'un même objectif: accélérer les investissements et créer des partenariats concrets.

Quelles sont les priorités concrètes de votre stratégie économique ?

Ma feuille de route repose sur quatre priorités très concrètes.

La première, c'est produire davantage dans les Outre-mer. Nous devons réduire certaines dépendances en développant davantage d'activités locales, qu'il s'agisse d'agriculture, d'industrie, de transformation ou d'économie maritime. C'est un enjeu économique, mais aussi d'autonomie.

La deuxième, c'est permettre à nos entreprises de grandir, de faire en sorte qu'une entreprise qui veut investir, recruter ou conquérir de nouveaux marchés puisse le faire dans de meilleures conditions.

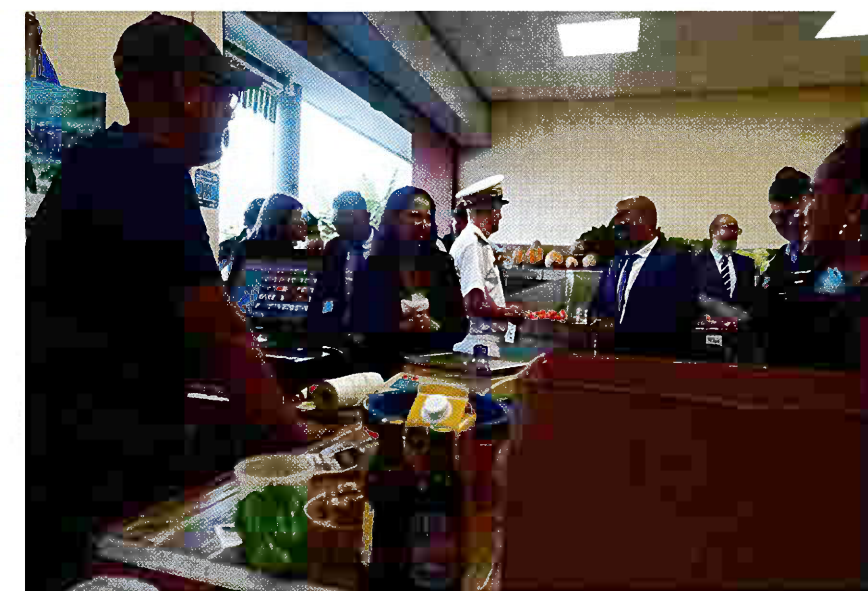
La troisième, c'est mieux connecter les Outre-mer à leur environnement régional. Ils sont au cœur de bassins économiques dynamiques. Nous devons pleinement tirer parti de cette position pour développer les échanges, les partenariats et les débouchés.

Enfin, je veux que chaque euro d'argent public ait un effet de levier. L'objectif n'est pas de remplacer l'investissement privé, mais de le déclencher, de l'accompagner et de le multiplier.

Quelle place pour l'Europe dans cette stratégie ?

J'ai fait de l'Europe un axe fort de mon action. Depuis ma prise de fonctions, je me suis rendue à plusieurs reprises à Bruxelles et j'ai multiplié les échanges avec nos partenaires européens, parce que beaucoup de décisions qui auront un impact sur les Outre-mer se prennent aussi à l'échelle européenne.

Je pense notamment aux Régions ultrapériphériques. À Bayonne, avec mes homologues



39

espagnols et portugais, nous avons porté une position commune pour défendre leurs intérêts auprès de la Commission européenne. Qu'il s'agisse des aides d'État, du transport, du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, du POSEI [Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité, ndlr] ou du futur règlement Omnibus, je me suis personnellement engagée pour que les spécificités des Outre-mer soient pleinement prises en compte.

Je le dis souvent à Bruxelles: les Outre-mer ne sont pas une exception européenne, ils sont une chance pour l'Europe. Ils lui donnent une présence dans l'Atlantique, dans l'océan Indien, dans le Pacifique et en Amérique du Sud. Ils représentent près de 80 % de la biodiversité européenne, lui offrent le deuxième espace maritime mondial et constituent des points d'appui stratégiques dans un contexte géopolitique de plus en plus instable.

Je veux que l'Europe considère les Outre-mer pour ce qu'ils sont: des territoires de souveraineté et de croissance. Je mène ce combat avec ténacité et détermination. —

Je suis convaincue que les Outre-mer doivent désormais être pensés comme des territoires de production, d'innovation et d'investissement. L'action publique continuera naturellement à jouer son rôle, mais elle ne suffira jamais, à elle seule, à transformer durablement ces économies.

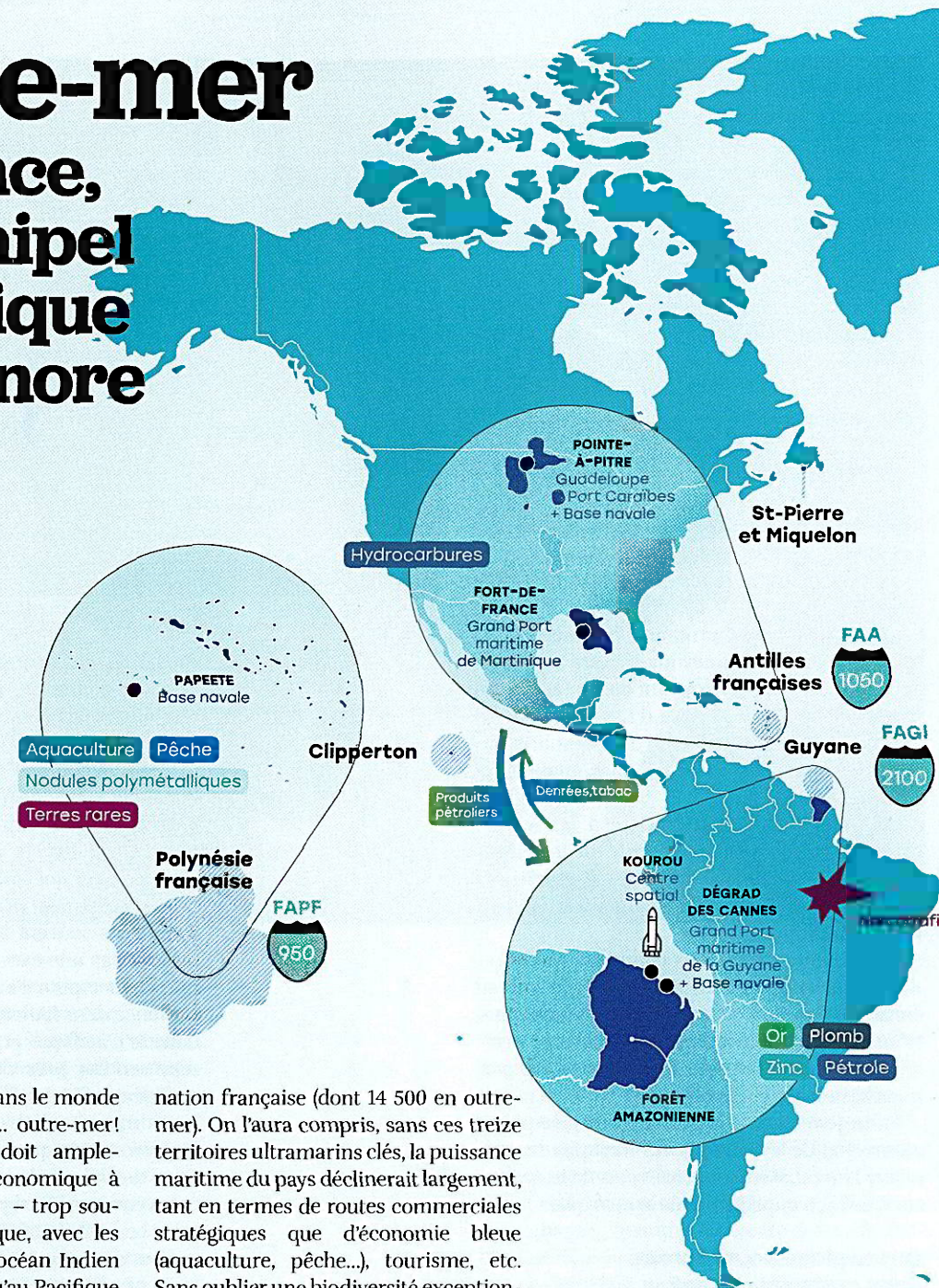


Découvrir le palmarès
Choiseul Outre-Mer et les 40
dirigeants qui font l'économie
ultramarine de demain.

Outre-mer

La France, un archipel stratégique qui s'ignore

40



Un rayonnement dans le monde entier grâce aux... outre-mer! Oui, la France doit pleinement son potentiel géoéconomique à ses territoires ultramarins – trop souvent oubliés. De l'Atlantique, avec les Antilles ou la Guyane, à l'océan Indien (Réunion, Mayotte) et jusqu'au Pacifique (Polynésie, Nouvelle-Calédonie), ces territoires – pas si « périphériques » –, donnent à Paris le moyen de disposer de la deuxième plus grande zone économique exclusive* du monde, derrière les États-Unis. Ce qui équivaut à 11 millions de km² ! Soit vingt fois la surface de l'hexagone et pas moins de 20000 kilomètres de côtes, en prime, pour la

nation française (dont 14 500 en outre-mer). On l'aura compris, sans ces treize territoires ultramarins clés, la puissance maritime du pays déclinerait largement, tant en termes de routes commerciales stratégiques que d'économie bleue (aquaculture, pêche...), tourisme, etc. Sans oublier une biodiversité exceptionnelle – forêt amazonienne guyanaise, récifs coralliens, mangroves... –, apport majeur pour la France! Ce potentiel immense se décline tout autant sur le plan des énergies marines renouvelables (comme l'éolien flottant à la Réunion), que celui, encore inexploré, des ressources minières. Car les sous-sols marins d'outre-mer en regorgent! Qu'il

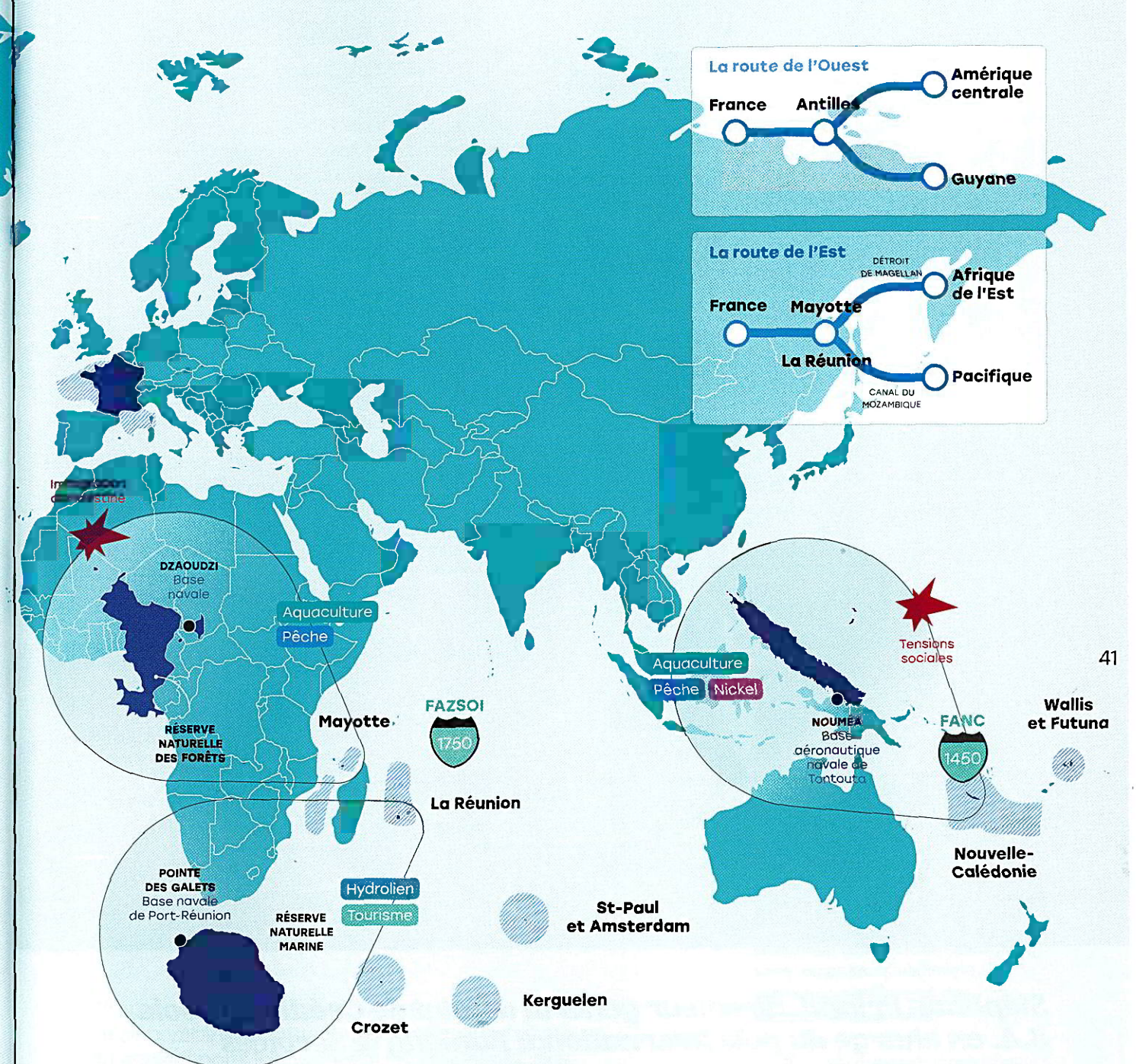
s'agisse du nickel calédonien – essentiel dans la conception des batteries électriques – ou les terres rares, cuivre, zinc, cobalt..., en zone Pacifique. C'est dire si grâce à cette présence souveraine dans trois bassins océaniques, cette France des quatre coins du globe renforce ses influences à la fois régionales et mon-

FA = Forces armées

ZEE

Missions militaires
déployées et effectifs

Sources de tensions



41

diales et jusque dans les domaines scientifique ou militaire. Car la métropole, frontalière d'une trentaine d'États via ses territoires ultramarins, relève d'une immense responsabilité diplomatique. Ne serait-ce que pour la protection de ces territoires convoités face aux enjeux de délimitation des fron-

tières maritimes, aux contentieux sur des zones contestées... Comme l'illustre, sur le plan interne, le dossier calédonien particulièrement sensible. Des défis de taille à relever pour cet archipel français qui s'ignore, mais qui compte dès lors dans la rivalité géopolitique livrée par les grands compétiteurs globaux. —

* ZEE

Une ZEE est un espace maritime sous la souveraineté d'un État côtier, au-delà des eaux territoriales, qui y dispose de droits exclusifs d'exploitation et de gestion des ressources.